

## Vidéosurveillance à Pontault-Combault

Bien sûr le droit à la sécurité et à la tranquillité publique est fondamental. Bien que plutôt sûre dans l'ensemble, notre ville connaît pourtant des moments ou des endroits plus problématiques que d'autres. C'est, notamment, le cas du quartier de la gare !

La majorité municipale débattait depuis plusieurs années de la meilleure réponse à apporter :

**Certains préconisaient la mise en place d'une vidéosurveillance, afin de dissuader les délinquants et, surtout, de pouvoir démasquer les coupables après coup.**

Outre les questions philosophiques et morales que pose ce type de dispositif, le groupe des élus du Front de gauche s'est inquiété de son efficacité.

D'abord, les caméras n'empêchent pas les agressions (on l'a encore constaté récemment à Toulouse et Montauban où, malgré avoir été filmé plusieurs fois, ce ne sont pas les vidéos qui ont permis de trouver l'assassin).

De plus, si elles ne servent qu'à mener les enquêtes de police, ce serait donc à l'Etat de les financer en totalité.

**D'autres, dont la totalité des élus du Front de gauche et une partie du groupe socialiste, aspiraient à une présence plus humaine sur le terrain.**

Plus dissuasive que de bêtes cameras, fussent-elles de haute technologie. Bref, nous souhaitons plutôt la mise en place de personnels de médiation, arpentant les rues du quartier afin de tranquilliser et de rassurer les habitués, qu'ils soient passants ou commerçants.

La sagesse a fini par l'emporter et c'est un double dispositif qui voit le jour dans le quartier de la gare : trois médiateurs et un dispositif de 9 caméras en appui.

Le budget de ces caméras est tout de même affolant : 450.000 euros. Même subventionné à 40 % par l'Etat, ça reste cher pour nos deniers communaux. C'est le budget d'un bel espace de convivialité, où les générations pourraient se retrouver, faire que l'on se sente appartenir à la collectivité... Mais pour lequel l'Etat ne verse pas un centime ! Les médias préfèrent grossir les faits divers pour en faire un thème politique récurrent, ce qui empêche d'interroger le gouvernement sur ses politiques d'éducation, d'emploi, de santé ou de logements... qui sont autant de dysfonctionnements qui concourent à la délinquance, un marché juteux pour les marchands d'insécurité.